

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME**

**Direction des Routes**  
**Agence de Saint-Valéry-en-Caux**  
**Arrêté de restriction de circulation**  
**Sur la route départementale D79 du PR 28+1875 au PR 28+2150**  
**Commune de Saint-Léonard**  
**Travaux sur réseaux**  
Réparation réseau télécom

**Le Président du Département**  
**de la Seine-Maritime**  
**Arrêté n°SVA19241ART**

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la loi du n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

**VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

**VU** l'arrêté n° 2019-336 du 15 octobre 2019 de M. le Président du Département de la Seine-Maritime, accordant délégation de signature au Directeur Général des Services et l'arrêté n° 2019-340 du 15 octobre 2019 de M. le Président du Département de la Seine-Maritime, accordant délégation de signature au Directeur Général Adjoint Aménagement et Mobilités,

**VU** la demande de l'entreprise TELECOM SERVICES SARL, pour le compte de SMN 76, maître d'ouvrage,

**VU** l'avis réputé favorable de Commissariat de Police de Fécamp,

**VU** l'avis favorable de la Commune de Saint-Léonard,

**Considérant** que pour assurer la sécurité des usagers, des riverains et des personnes œuvrant sur ce chantier, il est nécessaire de réglementer la circulation,

**ARRETE**

**- ARTICLE 1 -**

Du 02 décembre 2019 au 03 janvier 2020 pendant 10 jours, de 08H00 à 17H00, la circulation de tous les véhicules sera restreinte sur la route départementale D79 du PR 28+1875 au PR 28+2150 sur le territoire de la commune de Saint-Léonard.

**- ARTICLE 2 -**

Pendant cette période et sur la même section, les mesures suivantes s'appliqueront :

- alternat par feux,
- limitation de la vitesse à 50km/h,
- interdiction des dépassements,
- interdiction du stationnement.

**- ARTICLE 3 -**

Afin de signaler les prescriptions applicables aux usagers des voies concernées, les panneaux de signalisation conformes à la réglementation seront fournis, posés, maintenus et déposés par l'entreprise TELECOM SERVICES SARL et sous son entière responsabilité.

**- ARTICLE 4 -**

Le titulaire de la présente autorisation est responsable tant vis à vis du Département que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'exécution des travaux.

**- ARTICLE 5 -**

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**- ARTICLE 6 -**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rouen, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication. La saisine du Tribunal Administratif se fait par l'application "télérecours citoyens" accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), ou par courrier, à l'adresse suivante : 53 Avenue Gustave Flaubert, BP500, 76005 ROUEN Cedex 2.

**- ARTICLE 7 -**

Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation correspondant aux prescriptions des articles précédents.

**- ARTICLE 8 -**

**Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :**

- Mme la responsable de l' Agence de Saint-Valéry-en-Caux,
- l'entreprise TELECOM SERVICES SARL,
- M. le Commissaire de Police de la circonscription concernée.

**dont une copie est transmise pour information à :**

- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- M. le Directeur du SAMU 76,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- M. le(s) Maire(s) des communes concernées,
- le maître d'ouvrage.

**dont une copie est transmise pour publication au Recueil des Actes Administratifs du Département :**

- M. le Directeur Général des Services Départementaux de la Seine-Maritime.

Signé par : Jean-Pierre LUCAS  
Date : 25/11/2019  
Qualité : Le Directeur Général Adjoint Aménagement et Mobilités



